

PORTEUR DE PROJET	INTITULÉ DE L'ACTION	DESSCRIPTIF ET OBJECTIFS DE L'ACTION	PUBLIC CONCERNÉ		COUT TOTAL DE L'ACTION 2020	SUBVENTION DEMANDÉE AU FIPD EN 2020	SUBVENTION FIPD ACCORDÉE EN 2020	TAUX DE COFINANCEMENT FIPD
			Nombre de personnes ciblées	Mineurs / Majeurs / Min & Maj				
Commune	Prévention des fake news et complotisme	La Mairie fait appel à l'Association de Défense des Familles et de l'Individu (ADFI) pour intervenir auprès d'élèves de premières générales et technologiques des lycées publics de CANTON. Il aura un apport d'informations et de connaissances.  Durant 2 jours l'ADFI interviendra environ 100 à 120 reprises avec des groupes d'environ 15 élèves, sur le site Gametta.	140	Mineurs	218 €	109 €	170 €	77,98 %
CENTRE SOCIAL	Esprit critique	Nous souhaitons développer le sens critique chez les jeunes. Les amener à se renseigner sur l'origine des informations rencontrées sur les réseaux sociaux, à multiplier leurs sources afin de ne pas tomber dans une vision manichéenne de l'information. Concourir à faire des adolescents de futurs citoyens éclairés, les rendre autonomes dans l'usage des médias. Participer à l'éducation aux médias avec notre public plus jeune Apporter un accompagnement également aux parents.	120	Min & Maj	9700 €	7760 €	4500 €	46,39 %
Association	Toutes les clés pour fermer la porte à la délinquance sur le territoire !	Au niveau des mineurs âgés de moins de 12 ans : - nouvel atelier qui alliera culture et prévention de la délinquance - atelier échantillon qui travaillera de Septembre à Décembre avec un groupe de 20 à 30 jeunes autour de diverses questions en lien avec les sujets "délinquance et radicalisation" (le SLAM par exemple) - création d'un jeu de société imaginé par les jeunes pour réussir à le diffuser dans les foyers du quartier.  Concernant les adolescents de 12 à 16 ans : - travailler autour du développement des comportements violents et sensibiliser aux méfaits du numérique - réaliser une exposition composée par les jeunes autour de la photo "On peut être jeunes sans partir en vrille" - 4 ateliers de sensibilisation (en lien avec le collège canotaux, en fonction des âges) autour de la vulgarisation des comportements sur les réseaux sociaux.	275	Min & Maj	21150 €	10600 €	9000 €	42,55 %
Commune	PASSER ET SE SENSIBILISER	- donner des clés de compréhension de la sphère numérique - sensibilisation à l'utilisation des réseaux sociaux / prévention du harcèlement scolaire - lutter contre l'illectronisme - sensibiliser aux dangers du web	200	Mineurs	3500 €	700 €	700 €	20,00 %
Commune	ITÉRIETÉ ET AÉRÉ ARPIQUE SE SENSIBILISER	L'action se déroule dans toutes les classes de CM2 en accord avec l'EN Soissons centre. L'agent intervient en classe et lance le débat via un support numérique de type PWP. Il est de plus en tenue.  Cette action déjà mise en place pendant l'année 2019-2020 à titre expérimentale et devrait évoluer vers le second degré avec une adaptation du contenu. - sensibiliser à la citoyenneté - Valeurs de la République - cohésion sociale - vivre ensemble - prévention de la radicalisation	200	Mineurs	500 €	250 €	250 €	50,00 %
Commune	EXP KAKIM ASSOCIATIÉ MONTAR "LIRE ÉPÉE PARÉS-E"	L'action sera mise en place sur les établissements scolaires du 1er et du second degré collège, et centres sociaux afin de créer une séance interactive avec un personnel de la commune de Soissons spécialement formé afin de développer la notion de vivre ensemble dans l'espace public et les règles de vie en société.  Support d'action reconnu sur le territoire national. L'action sera utilisée plusieurs années et pourra être déployée sur d'autres communes du bassin. vivre ensemble citoyenneté espace public prévention des incivilités support à des mesures préventives et alternatives	200	Mineurs	3050 €	1000 €	800 €	26,23 %
Association	Repères d'Ados	1- lutter contre le décrochage scolaire/favoriser le raccrochage scolaire 2- lutter contre l'isolement/créer des collectifs de jeunes 3- Aller vers les publics 4- Créer une offre éducative, pédagogique et de prévention au sein des territoires ruraux 5- favoriser le lien parent/enfant et le lien parent/école  Dans le cadre d'une convention signée avec le collège César Savart de Saint Michel, le centre socioculturel APTAR engage une action en faveur de l'accompagnement à la vie scolaire auprès des élèves, en prévention du décrochage scolaire.	100	Mineurs	17206 €	6960 €	6960 €	40,45 %

conseil départemental de l'accès au droit	Financement d'actions portant sur l'aide à l'accès au droit	Financement des actions portant sur l'aide à l'accès au droit approuvés par le conseil d'administration : DAF (accès au droit pour les familles défavorisées), ARPES-T-EMIS (pour les personnes incarcérées), Restaurants du cœur de l'Aisne (réinsertion sociale des mineurs), CCAS d'Orson (découverte des institutions judiciaires), France Victimes (permanences et orientations des victimes) et mise en place d'un point d'accès au droit à Orson et à Château-Thierry	200	Min & Maj	39300 €	4704 €	4704 €	11,97 %
centre social	A la découverte des institutions judiciaires 2020	Les interventions par thème divisées en 1/2 journées théoriques et une journée pratique. Intervention d'un juriste de France Victimes 02 sur la présentation du système judiciaire pénal (les crimes, délits et contraventions), les peines encourues. Intervention des gendarmes de la Brigade de Prévention de la Délinquance Juvenile de l'Aisne Intervention d'un éducateur de la Protection Judiciaire de la Jeunesse (PJJ) sur l'organisation judiciaire, les peines judiciaires des mineurs (mesures de réparation, Travail d'Intérêt Général). Intervention d'un surveillant de centre pénitentiaire quartier mineurs sur le déroulement d'une journée d'un jeune en milieu carcéral et témoignages de jeunes incarcérés? Ces informations seront suivies d'un déplacement au Tribunal Judiciaire de Laon afin d'assister à une visite du Tribunal et de la cour d'Assises et à une audience correctionnelle. A la fin de l'action, une pièce de théâtre (mise en scène d'une audience correctionnelle) sera envisagée pour finaliser l'action avec une représentation aux parents	75	Mineurs	5700 €	2850 €	1450 €	25,44 %
Association	Suivi judiciaire thérapeutique de Soissons	Le Suivi Judiciaire Thérapeutique vise à améliorer la prévention de la récidive de la part de personnes, connues de l'institution judiciaire, dont la délinquance paraît en lien, à un titre ou à un autre, avec une addiction à l'alcool et ce, en s'inspirant des pratiques étrangères connues sous le vocable de « juridictions résolutive de problèmes » et en mettant en œuvre les principes de la « jurisprudence thérapeutique ». La finalité est de prévenir la récidive chez des personnes, connues de l'institution judiciaire, dont la délinquance paraît en lien avec une addiction à l'alcool	24	Majeurs	60736 €	12000 €	11280 €	18,57 %
Association	Accueil des détenus en fin de peine en vue de leur réinsertion	Sur décision du JAP, un détenu est placé à la ferme en chantier d'insertion. Des responsabilités sont données à ceux qui résident dans le cadre du travail, en fonction de ses capacités : -Maraisage, Elevage, Fromagerie, Bâtiment et Cuisine. Le but du travail est de retrouver un rythme de vie et de travailler en équipe. La participation à la vie associative est également associée par des activités sportives et/ou culturelles en lien avec les associations du secteur proche. Des prises de responsabilités individuelles et/ou collectives : -Ceux qui résident assume la responsabilité des tâches qui lui sont confiées -Apprentissage et respect des droits et des devoirs des salariés dans le monde réel du travail (sur place ou à	60	Majeurs	55400 €	20000 €	15000 €	27,08 %
					Total axe 1	54933 €	54814 €	45,04 %
Commune	Mettre en scène les violences pour mieux les comprendre et les combattre.	Création d'un court métrage portant sur la violence via le net Spectacle scolaire « si j'étais une femme » En collaboration avec l'éducation nationale (collège et lycée) des actions de sensibilisation avec nos différents partenaires seront mises en place dès le début de l'année scolaire Un travail en amont sera fait dans chaque école afin de sensibiliser les enfants aux différentes formes de violences avec la BPDJ Pour finaliser la démarche le spectacle « Si j'étais une femme » présenté par le groupe A.A.S. de Soissons sera proposé aux collèges et lycées sur une demi-journée. Il sera suivi d'un temps d'échanges entre les élèves et les partenaires : la P.J., la D.D.S via la délégation départementale aux droits des femmes et à l'égalité hommes femmes, l'OTAS ...	10	Mineurs	1400 €	1120 €	1120 €	80,00 %

Association	<b>Programme de prise en charge et de traitement des auteurs de violences intra-familiales.</b>	L'obligation de soins qui résulte de l'article 122-45 du code pénal est le cadre indispensable pour amorcer le travail de soins L'association a pensé à des stratégies thérapeutiques adaptées aux besoins des personnes placées sous-main de justice, avec une évaluation objective de leur personnalité Seront également pris en considération d'autres éléments sur les plans : * psychologique et psychopathologique : le vécu personnel : l'enfance, l'adolescence, la vie adulte * psychocriminologique : le degré de reconnaissance des faits et de la contrainte exercée sur la victime pendant l'acte. Enfin, l'accent sera mis sur la sensibilisation et la responsabilisation	50	Min & Maj	7000 €	15000 €	5500 €	7,53 %
Association	<b>Unité d'Accueil Pédiatrique Enfants en Danger (UAPE) sur le ressort du tribunal judiciaire de Soissons</b>	L'Unité d'Accueil Pédiatrique Enfants en Dangers sera implantée au sein du service pédiatrique du Centre Hospitalier de Soissons par l'aménagement de 3 salles, salle technique et matériel, salle d'audition - salle d'accueil des mineurs et des familles L'association FRANCE VICTIMES 02 a été sollicitée par les chefs de la juridiction pour participer à ce projet par la mise à disposition ponctuelle d'un(e) psychologue et à répondre favorablement à cette demande. Recueil des premières révélations des mineurs victimes maltraités et violences sexuelles	15	Mineurs	5500 €	4470 €	4470 €	79,99 %
Association	<b>Soutien psychologique aux victimes de violences sexistes et sexuelles</b>	-Soutenir les femmes lors de situations difficiles ou de temps clés de leur vie telles que les situations de violences conjugales -Rompre l'isolement et la détresse des personnes victimes de violences, les soutenir dans leur sortie des situations de violence et les aider dans leur parcours de reconstruction. -Apporter aux partenaires, associations, structures d'accueil, travailleurs sociaux, forces de l'ordre, une aide dans la prise en charge et le suivi des situations qu'ils rencontrent	90	Min & Maj	4560 €	1000 €	5000 €	11,02 %
Association	<b>Soutien aux 6 réseaux violence par l'organisation du spectacle « Si j'étais une femme »</b>	- Soutenir les 6 réseaux violence par la mise en place d'un spectacle « Si j'étais une femme », dans le cadre de la journée internationale de lutte contre toutes les formes de violences faites aux femmes, - Mettre en place les 14 spectacles	1500	Min & Maj	0000 €	9000 €	5000 €	16,67 %
centre social	<b>ACCÈS AU DROIT POUR TOUS ET REFÉRENT VICTIMES DE VIOLENCES CONJUGALES</b>	Au titre de l'accès au Droit pour tous : Les permanences du Point d'Accès au Droit se déroulent 4 jours par semaine à Hirson : 3 jours et demi dans les locaux du CCAS d'Hirson (prochainement dans les locaux de la Maison France Services à Hirson) et une demi-journée au sein de la Brigade de Gendarmerie d'Hirson. Il est envisagé de délocaliser une permanence du Point d'Accès au Droit à Saint-Michel (Mairie ou locaux de l'Aptar) Au titre des violences conjugales : L'intervention du référent s'effectue soit à la demande de la victime, soit sur sollicitation d'un partenaire du réseau	500	Min & Maj	1600 €	050 €	050 €	12,18 %
Conseil départemental	<b>ISG</b>	Convention signée entre le conseil départemental et l'État : cofinancement de 50 % de l'État Assurer l'interface entre la gendarmerie et les services sociaux afin de favoriser une prise en charge globale des personnes reçues	500	Min & Maj	4059 €	2160 €	2160 €	50,00 %
Association	<b>Prise en charge des victimes de violences dans le cadre intrafamilial en gendarmerie de Thiérache</b>	Ces permanences sont effectuées par notre juriste qui gère l'animation de réseau violences conjugales sur Hirson. Une permanence hebdomadaire d'une demi-journée se déroule en alternance le mercredi, au sein des 4 brigades de gendarmerie (Montcornet/Marie/Le Nouvion et Têrache/Vervins)	0	Min & Maj	1164 €	2200 €	2200 €	19,71 %
Association	<b>Permanences hebdomadaires en commissariats de police</b>	Une permanence hebdomadaire d'une demi-journée se déroule au sein des 5 commissariats de police et 1 brigade de gendarmerie d'Hirson	400	Min & Maj	2500 €	000 €	000 €	11,82 %
Association	<b>Création d'un groupe de parole de prévention des violences à destination des auteurs de violences conjugales</b>	Travailler avec l'auteur de violences la prise de conscience de la gravité des faits et l'accompagner dans son changement comportemental afin d'éviter la récurrence avec : - un suivi individuel - un suivi collectif	20	Min & Maj	12000 €	12000 €	6050 €	52,92 %
Association	<b>Formation des professionnels à l'ordonnance de protection</b>	Connaitre et savoir utiliser l'ordonnance de protection pour aider les victimes : - Connaitre le dispositif - Comprendre son utilité - Savoir informer une personne victime - L'aider à faire valoir ses droits	100	Majeurs	5000 €	4000 €	2000 €	40,00 %
						<b>Total axe 2</b>	<b>60170 €</b>	<b>49,44 %</b>

centre social	Médiation et surveillance par une équipe équestre pour une tranquillité publique en période estivale	Le Conseil Intercommunal de Sécurité et de Prévention de la Délinquance de Buire, Fierson, Saint-Michel, a vocation à mettre en œuvre des actions de sécurisation dans ces communes, à la fois, pour prévenir les troubles à la tranquillité publique et les incivilités, mais également, pour éviter les conflits et les actes de délinquance. La présence de l'équipe de surveillance et de médiation équestre aura un caractère de dissuasion afin de réduire le sentiment d'insécurité. Elle aura vocation à signaler les dégradations et développer la médiation avec les citoyens. Cette mission sera assurée en complément de celle de l'agent de médiation social et de développement local, actuellement en poste et, en collaboration avec la gendarmerie.	200	Min & Maj	0 000,00 €	4 000,00 €	4 000,00 €	50,00 %
CA	Déploiement 2020 de la prévention de la délinquance dans le Sud de l'Aisne	Le projet s'inscrit également dans le Programme Local de Prévention de la Délinquance 2020-2022 de la CARCT. 1. Mettre en place des actions de prévention des violences conjugales, intrafamiliales et d'aide aux victimes 2. D'autres interventions seront organisées en fonction des besoins recensés par les établissements scolaires. En lien avec la Brigade de Protection de la Délinquance Juvenile (BPDJ) de la Gendarmerie de l'Aisne. Un accent est également mis sur le rapprochement des autorités et de la population. Les forces de l'ordre organiseront des sessions d'information et de prévention (caméariage, escroquerie, participation citoyenne...) en partenariat avec le CISP. Les médiateurs sociaux de la ville de Château-Thierry interviendront auprès des associations de la ville, dans le cadre de formations civiles.	500	Min & Maj	0 400,00 €	2 720,00 €	2 720,00 €	80,00 %
						<b>Total axe 3</b>	<b>6720 €</b>	<b>5,52 %</b>

<b>Total Prog</b>	<b>121704 €</b>
-------------------	-----------------

Proportion de l'Axe 1 dans le Total Prog	45%
Proportion de l'Axe 2 dans le Total Prog	49%
Proportion de l'Axe 3 dans le Total Prog	6%

DESSCRIPTIF ET OBJECTIFS DE L'ACTION	PUBLIC CONCERNÉ		COUT TOTAL DE L'ACTION 2020	COFINANCEURS SOLLICITÉS * NOUVEAUTÉ 2019		SUBVENTION DEMANDÉE AU FIPD EN 2020	SUBVENTION FIPD DECIDÉE EN 2020	TAUX DE COFINANCEMENT FIPD	OBSERVATIONS
	Nombre de personnes ciblées	Mineurs / Majeurs / Min & Maj		nom	montant				
consiste à mener trois projets médias avec des structures socio-culturelles de l'Aisne. En s'emparant des outils audiovisuels dans des projets immersifs encadrés par des professionnels, les jeunes apprennent à lutter contre les manipulations dont ils sont victimes. Les projets permettent de développer l'esprit critique, de reconnaître une information fiable, d'identifier les tentatives de manipulations et les théories du complot, de distinguer les sources mais aussi de renforcer l'expression orale et la confiance en soi.	45	Actions de prévention de la radicalisation	24744	CAF	6760 €	8450 €	1690 €	6,83 %	
Intervention d'un psychologue en CPRAF et prise en charge individuelle de personnes suivies.	5	Actions de prévention de la radicalisation	8443			5750 €	5000 €	59,22 %	
Intervention d'un psychologue en CPRAF et prise en charge individuelle de personnes suivies.	5	Actions de prévention de la radicalisation	23000			23000 €	5000 €	21,74 %	
il s'agit d'associer des jeunes (idées de visuels, slogans, choix des informations, tests, évaluations, votes) à la création d'un document, consacré aux valeurs de la République. Cette animation est à destination des jeunes et des familles.	60	Actions de prévention de la radicalisation	10500	CAF	4800 €	6000 €	1200 €	11,43 %	
Mise en oeuvre d'une pièce de théâtre mettant en regard le parcours d'un jeune et de ses parents confrontés à l'endoctrinement radical.	20	Actions de prévention de la radicalisation	2800			1400 €	1400 €	50,00 %	
L'action sera mobile et servira de support à un dialogue avec le public cible sur les valeurs de la République française et la citoyenneté. Elle sera animée par un personnel de la ville de Soissons et sera utilisée sur plusieurs années. Elle entre en corrélation avec l'action d'ores et déjà entreprise dans le classe de CM2 par un agent de police municipale.	20	Actions de prévention de la radicalisation	3800			1000 €	1000 €	26,32 %	
12 interventions d'une heure (à ajuster avec l'opérateur, journée demi-journée) auprès d'un public jeune ou adulte. Impression d'un journal en 1000 exemplaires. Travail avec les jeunes: les jeunes pourront se déplacer dans les classes ou dans d'autres structures afin d'expliquer la démarche de vérification d'information.	20	Actions de prévention de la radicalisation	2500			1250 €	1250 €	50,00 %	
Mise en place d'espaces scénarisés de médiation afin de prévenir les problèmes liés aux risques de radicalisation violente via les réseaux sociaux chez les jeunes et de permettre le repérage d'éventuels cas d'engagement en partenariat avec la ville de Compiègne (Aisne), La Préfecture de l'Aisne, la CAF de l'Aisne.	200	Actions de prévention de la radicalisation	8300	CAF	5200 €	6500 €	1300 €	15,66 %	
Mise en place d'espaces scénarisés de médiation afin de prévenir les problèmes liés aux risques de radicalisation violente via les réseaux sociaux chez les jeunes et de permettre le repérage d'éventuels cas d'engagement en partenariat avec la ville de Saint-Quentin (Aisne).	200	Actions de prévention de la radicalisation	8500	CAF	5360 €	6700 €	1340 €	15,76 %	
Mise en place d'espaces scénarisés de médiation afin de prévenir les problèmes liés aux risques de radicalisation violente via les réseaux sociaux chez les jeunes et de permettre le repérage d'éventuels cas d'engagement en partenariat avec la ville de Soissons (Aisne), La Préfecture de l'Aisne, la CAF de l'Aisne.	200	Actions de prévention de la radicalisation	8300	CAF	5200 €	6500 €	1300 €	15,66 %	
L'action se définit par des missions qui lui sont affectées : - La prise en charge globale des majeurs sous main de justice - La création d'un réseau de partenaires - L'accompagnement social, professionnel et judiciaire - La sensibilisation à la prévention de la radicalisation - Les placements de personnes ayant été condamnée à un travail d'intérêt général	25	Actions de prévention de la radicalisation	70500	CAF		35250 €	9 897,55 €	14,04 %	
Action de prévention primaire sur l'éducation aux médias et à l'information : renouveler l'expérience de 2019/2020 (financement FIPDR/CAF) autour des jeunes et de l'esprit critique mais en travaillant cette fois sur l'écrit et le journal mais sur la vidéo et le pouvoir de l'image. Il s'agira de réaliser, par exemple, un vrai/faux journal TV (ou autres idées qui seront définies avec les jeunes). Travailler avec des jeunes d'écoles primaires de la ville de Laon, sur plusieurs séances en temps périscolaires, dans une démarche de création d'un vrai/faux journal TV dans l'objectif de développer leur esprit critique comme axe de lutte contre la propagande et la radicalisation.	20	Actions de prévention de la radicalisation	4065	CAF	1500 €	2500 €	1000 €	24,60 %	
Le CISP de la Communauté d'agglomération s'associe au projet porté par la ville dans le but de sensibiliser des jeunes du territoire. Le Comité Interministériel de la Prévention de la Délinquance et de la Radicalisation (CIPDR) met à disposition des porteurs publics et des outils qui participent au contre-discours pour lutter contre la radicalisation. Ainsi, le CISP est disposé à utiliser les outils soutenus au niveau national. Au sein du catalogue d'actions proposées, le court-métrage « tu iras au Paradis » d'Adam ROST a retenu l'attention des partenaires du projet.	100	Actions de prévention de la radicalisation	1000	CAF		1000 €	800 €	80,00 %	

<b>Total</b>	<b>32 177,55 €</b>
--------------	--------------------

FIP 2020 Programme S - DEPARTEMENT : AISNE

Vidéo-Protection [Codes Activités : 0216081003A3 / 0216081003A4 / 0216081003A5]

COMMUNE	NATURE DU PROJET	MONTANT DE L'OPERATION	BASE ELIGIBLE	MONTANT DE LA SUBVENTION ACCORDEE	TAUX DE FINANCEMENT PAR RAPPORT A LA BASE ELIGIBLE
commune	Installation d'un système de vidéoprotection – 4 caméras nomades	33 305,00 €	6 661,00 €	20 543,00 €	61,68 %
commune	Remplacement de 4 caméras de voie publique et installation d'une caméra supplémentaire	4 892,44 €	978,49 €	1 467,73 €	30,00 %
commune	Installation de 12 caméras de voie publique réparties sur la commune	38 569,42 €	7 713,88 €	7 713,88 €	20,00 %
commune	Installation de 10 caméras de voie publique réparties sur la commune	68 641,91 €	13 728,38 €	13 728,38 €	20,00 %
commune	Installation de 3 caméras de voie publique autour du pôle scolaire	5 935,41 €	1 187,08 €	2 374,16 €	40,00 %
commune	Installation de 3 caméras de voie publique réparties sur la commune	36 868,37 €	7 373,67 €	7 373,67 €	20,00 %
commune	changement du logiciel pour contrôler la vidéoprotection	7 895,19 €	1 579,04 €	3 948,00 €	50,01 %
commune	Installation de 24 caméras de voie publique	141 740,00 €	28 348,00 €	29 000,00 €	20,46 %
commune	Extension du système – 2 caméras dôme et 3 caméras fixes sur la voie publique	56 583,33	11 316,67 €	11 317,00 €	20,00 %
commune	Installation de 10 caméras de voie publique réparties sur la commune	35 088,96	7 017,79 €	10 895,64 €	31,05 %
commune	Installation de 8 caméras de voie publique réparties sur la commune	39 947,81	7 989,56 €	7 989,56 €	20,00 %
commune	Installation de 6 caméras de voie publique réparties sur la commune	35 162,5	7 032,50 €	7 032,50 €	20,00 %
		<b>504 630,34 €</b>	<b>100 926,07 €</b>	<b>123 383,52 €</b>	





PROGRAMME	TOTAL	%
DELINQUANCE	121704 €	41%
RADICALISATION	32 177,55 €	11%
SECURISATION	139 890,24 €	4□%
<b>TOTAL</b>	<b>293 771,79 €</b>	

(Si les totaux ne s'incrémentent pas directement  
merci de les indiquer manuellement)